

La lettre de **Magellan** C O N S E I L

Mai 2012
n° 206

Également dans
ce numéro :

**Fiscalité : la fin
des déclarations
multiples.**

**Panorama des
marchés
financiers et
chiffres clés.**

ISF 2012 : LES DISPOSITIFS EN VIGUEUR POUR REDUIRE LE MONTANT A PAYER.

Comme évoqué dans notre lettre du mois dernier, l'ISF 2012 est profondément modifié tant au niveau du barème que des modalités pratiques. En effet, **le barème est limité à deux tranches** (0,25 % pour les patrimoines inférieurs à 3 M€ et 0,50 % pour ceux supérieurs à 3 M€) et **les obligations déclaratives sont radicalement simplifiées pour les contribuables dont le patrimoine est inférieur à 3 M€**. Pour ces derniers, il suffit d'indiquer dans la déclaration de revenus, le montant du patrimoine net taxable ainsi que les éventuelles réductions d'impôt ISF souscrites. De ce fait, la date limite de dépôt de la déclaration est calquée sur celle de l'impôt sur le revenu, **soit le 31 mai 2012**. Pour les contribuables disposant de **plus de 3 M€** de patrimoine, les modalités restent inchangées puisque la déclaration s'opère sur l'imprimé spécifique N° 2725 qui doit être retourné pour le **15 juin 2012** au plus tard accompagné du règlement.

Une autre modification notoire concerne **la suppression du plafonnement ISF et du bouclier fiscal**. Dès lors, les contribuables qui bénéficiaient de ces mécanismes devront, s'ils veulent continuer à bénéficier de minoration d'ISF, se tourner vers des dispositifs de réductions d'impôt.

Les dispositifs permettant une réduction de l'ISF à payer n'ont pas été modifiés et sont les suivants :

- **Les dons** réalisés au profit de certains organismes tels que les fondations reconnues d'utilité publique, les fondations universitaires, les fondations de financement et d'accompagnement de la création et de la reprise d'entreprise, les établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou artistique, les entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion... **La réduction d'ISF pour les dons est plafonnée à 50 000 € dans la limite de 75 % des sommes versées**. Ainsi, un don de 10 000 € permet d'économiser 7 500 € d'ISF. Il est à noter que le plafond global de 50 000 € est abaissé à 45 000 € dans le cas où le contribuable réalise à la fois des dons et des investissements dans les PME.
- **Les investissements dans les Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) et Fonds Commun de Placement dans l'Innovation (FCPI)**. Dans ce cas, **la réduction est plafonnée à 18 000 € dans la limite de 50 % des sommes versées**. Autrement dit, un versement de 10 000 € permet d'économiser 5 000 € d'ISF.
- **Les investissements dans les PME de manière directe ou indirecte par une société holding**. **La réduction d'ISF est plafonnée à 45 000 € dans la limite de 50 % des sommes versées**. Autrement dit, un versement de 10 000 € permet d'économiser 5 000 € d'ISF. L'investissement peut se faire soit au capital initial lors de la création de la société, soit lors d'une augmentation de capital.

Les entreprises éligibles doivent avoir leur siège dans l'Union Européenne, être soumises à l'impôt sur les sociétés, ne pas être cotées, employer au moins 2 personnes et moins de 250 personnes et avoir un chiffre d'affaires inférieur à 50 millions d'euros. Elles doivent également exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale. Les activités expressément exclues par la loi sont la gestion de patrimoine mobilier, la gestion ou location d'immeubles, les activités financières, les activités procurant des revenus garantis en raison d'un tarif réglementé de rachat de la production et les activités d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil. Concernant les holdings, il existe une contrainte spécifique limitant le nombre d'associés à 50 personnes maximum.

Etant donné que le taux de réduction d'impôt est identique entre les FIP/FCPI et les investissements dans les PME, **il est préférable d'opter pour les FCPI et FIP dans la mesure où ils offrent une plus forte diversification des investissements et, par conséquent, une meilleure maîtrise du risque.** Un autre avantage à mettre au profit des FCPI et des FIP concerne le **délai d'investissement** dans les PME qui peut s'étaler sur seize mois tandis qu'il est immédiat dans le cadre des investissements en direct. Enfin, **les FIP et les FCPI bénéficient d'un avantage fiscal supplémentaire car les plus-values sont exonérées** tandis que les plus-values des PME en direct sont taxées.

Le principal inconvénient des FCPI et FIP concerne le plafond de la réduction d'impôt qui est limité à 18 000 €. Toutefois, ceci n'est pas réellement contraignant dans la mesure où les contribuables, qui acquittent plus de 18 000 € d'ISF et qui souhaitent défiscaliser davantage, peuvent combiner l'investissement en fonds à hauteur du plafond et l'investissement en direct au travers d'un panier d'actions ou un mandat de gestion pour le solde.

Ceci étant **tous les FCPI et les FIP ne se valent pas.** En effet, **des différences notoires existent tant au niveau des taux de réduction ISF effectivement servis qu'au niveau de la nature des investissements réalisés et de la durée de blocage des capitaux.**

Le taux de réduction fiscale est fonction de la part effectivement investie dans les PME éligibles. Ainsi, un fonds qui sera totalement investi en PME offrira une réduction d'impôt ISF de 50 % tandis qu'un fonds investi à concurrence de 60 % générera une réduction d'impôt ISF limitée à 30 %.

Fort logiquement les investisseurs vont plutôt privilégier les fonds dont la réduction est la plus forte. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue, qu'a priori, le risque sera plus élevé puisque la quote-part des capitaux investis en PME sera proche de 100 %. A l'inverse un fonds investi en PME à hauteur de 80 % ne générera que 40 % d'avantage fiscal ISF mais assurera un meilleur degré de sécurité en raison de l'investissement à hauteur de 20 % sur des supports plus sécuritaires.

La nature des investissements retenus est évidemment un critère important puisqu'il influe directement sur le degré de risque. Par exemple, investir dans une société qui vient de se créer présente plus de risques qu'une société mature déjà bénéficiaire depuis plusieurs années. Il en est de même pour les secteurs d'investissement. Ainsi, investir dans des secteurs réputés défensifs qui génèrent des revenus récurrents est nettement moins risqué que des secteurs à forte croissance tels que les nouvelles technologies.

Parmi les différents FCPI et FIP qui existent sur le marché, **le FIP 123 ISF 2012 et le FIP RESEAU ENTREPRENDRE semblent à nos yeux sortir du lot.**

Le FIP 123 ISF 2012 est plutôt à conseiller aux épargnants qui privilégient un risque moindre dans la mesure où les investissements sont effectués sur des sociétés matures qui possèdent des valeurs d'actifs avec des perspectives de bénéfices et de revenus récurrents d'une année sur l'autre. En contrepartie, le retour sur investissement à attendre est modéré.

Le FIP RESEAU ENTREPRENDRE a pour particularité de favoriser le développement des jeunes entreprises de la région Nord-Pas de Calais lauréates du RESEAU ENTREPRENDRE. Il est à noter que le niveau de risque est supérieur à la première solution mais avec un retour sur investissement nettement plus important.

Compte tenu de la conjoncture actuelle et des menaces qui pèsent sur la croissance, le choix du FIP 123 ISF 2012 est judicieux pour les épargnants frileux car il sélectionne **des secteurs qualifiés de défensifs qui offrent une bonne visibilité.** En effet, les secteurs retenus sont ceux liés à la **dépendance/santé** (établissements pour personnes âgées dépendantes, matériel médical) **et à l'hébergement** (résidences services, crèches, hôtels franchisés). Qui plus est, les sociétés choisies sont matures et offrent **une forte récurrence des revenus.** Dans le but

de limiter encore davantage les risques, les investissements seront majoritairement opérés par le biais **des obligations convertibles. Le taux de réduction est fixé à 50 %**. Autrement dit, un versement de 1 000 € génère une réduction ISF immédiate de 500 €. Ce FIP sera dissout à compter du 31 décembre 2017. **La durée de blocage est donc fixée à 5,5 ans. L'objectif de performance est fixé à 25 %** et, au cas où cet objectif ne serait pas atteint, la société de gestion 123 VENTURE **renoncerait à sa rémunération**. Pour mémoire, 123 VENTURE est un des leaders dans la gestion des entreprises non cotées avec plus de 700 millions d'euros d'actifs sous gestion.

Pour être concret, du fait de l'avantage fiscal de 50 %, un versement de 10 000 € d'ici le 31 mai 2012 dans le fonds 123 ISF 2012 va générer une économie immédiate d'ISF de 5 000 €. A compter du 31 décembre 2017, le fonds va être dissout et si l'on suppose que l'investisseur récupérera 12 500 € (objectif de rendement de 25 % atteint), **le taux de rendement annuel moyen ressortira à plus de 17%**. Au cas où la récupération des capitaux serait limitée au capital initial, le taux de rendement ressortirait à près de 13 % l'an. Dans l'hypothèse où la récupération des capitaux serait réduite à 8 000 €, le taux de rendement serait tout de même équivalent à 8,50 % l'an.

Le **FIP RESEAU ENTREPRENDRE** géré par la société de gestion GENERIS CAPITAL PARTNERS a pour spécificité de sélectionner les **entreprises lauréates du RESEAU ENTREPRENDRE, réseau fondé en 1986 par André MULLIEZ** sous la dénomination de « Nord Entreprendre ». L'objet de ce réseau est de contribuer au développement de nouveaux entrepreneurs régionaux par un accompagnement personnalisé réalisé bénévolement par des entrepreneurs expérimentés ainsi que par un financement octroyé sous forme de prêt d'honneur. Depuis sa création, le RESEAU ENTREPRENDRE a permis **la création ou la sauvegarde de 60 000 emplois et, chaque année, il donne naissance à 600 nouvelles PME**. La pertinence de ce mode de fonctionnement se résume dans un chiffre : **81 % des entreprises accompagnées sont toujours en activité 5 ans après leur création**. La gestion du FIP RESEAU ENTREPRENDRE est axée sur les régions **Nord-Pas de Calais, Picardie, Champagne Ardenne et Ile de France**. Sur le plan pratique, puisque l'investissement en PME est volontairement limité à 90 %, **le taux de réduction ISF ressort à 45 %**. Pour mémoire, les 10 % restants sont investis en produits monétaires. La durée de blocage étant fixée à **7,5 ans, la dissolution du fonds interviendra à partir du 31 décembre 2019**.

En conclusion, ceux qui privilégient l'optimisation fiscale (déduction ISF de 50 % avec une durée de blocage limitée à 5,5 ans) et un risque modéré doivent opter pour le FIP 123 ISF 2012. Ceux qui souhaitent contribuer à l'émergence de jeunes entrepreneurs du Nord-Pas de Calais et, par conséquent, soutenir la création d'emploi doivent privilégier le FIP RESEAU ENTREPRENEUR.

FISCALITE : LA FIN DES DECLARATIONS MULTIPLES

La période des déclarations de revenus bat son plein pour s'achever le 31 mai pour les déclarations papiers ou le 21 juin pour les déclarations faites en ligne. Parmi les nouveautés applicables, il est à noter **l'impossibilité de souscrire des déclarations multiples en cas de changement de situation matrimoniale**.

Jusqu'à l'année dernière, en cas de mariage, de PACS ou de divorce au cours de l'année, les contribuables devaient effectuer trois déclarations de revenus. Dans le cas du mariage, chaque conjoint devait déposer une déclaration individuelle sur la période allant du 1^{er} janvier jusqu'au jour du mariage et le couple devait déposer une déclaration commune sur la période allant du jour du mariage au 31 décembre. En cas de séparation, trois déclarations étaient faites également : une déclaration commune du 1^{er} janvier jusqu'à la date de séparation et deux déclarations individuelles pour la période restante. Ce procédé avait pour avantage de minorer la fiscalité surtout si l'événement survenait en milieu d'année car, dans ce cas, les revenus étaient coupés en deux.

Suite à l'adoption de la loi de finances pour 2011, il n'est plus possible de déposer des déclarations multiples. En cas de mariage ou de PACS, les époux ou partenaires du PACS sont tenus de souscrire une **déclaration commune pour l'année entière**. Il est toutefois possible sur option de choisir l'imposition séparée des revenus sur l'ensemble de l'année. En cas de divorce, de séparation ou de rupture du Pacs, il convient de **déposer obligatoirement deux déclarations distinctes** (une au nom de chaque ex-conjoint) incluant les revenus et les charges personnels de chacun et ce pour toute l'année.

Panorama des marchés financiers

Données arrêtées au 30 avril 2012

<i>Marchés des Actions</i>	Niveau des indices	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
PARIS (CAC 40)	3 212,80	-6,16%	1,68%
PARIS (CAC Mid&Small)	6 270,96	-4,57%	10,95%
PARIS (CAC All-Tradable)	2 429,23	-5,60%	3,62%
EUROPE (DJ Euro Stoxx 50)	2 306,43	-6,90%	-0,44%
NEW YORK (Dow Jones)	13 213,63	0,01%	8,15%
NEW YORK (Nasdaq Composite)	3 046,36	-1,46%	16,94%
FRANCFORT (Dax Xetra)	6 761,19	-2,67%	14,63%
LONDRES (FTSE 100)	5 737,78	-0,53%	2,97%
TOKYO (Nikkei 225)	9 520,89	-5,58%	12,60%
MONDE (Msci World) en Euros	106,69	-0,78%	7,63%

<i>Taux d'intérêt</i>	jour le jour	3 mois	10 ans
ZONE EURO	0,32%	0,46%	2,81%
ETATS-UNIS	0,15%	0,15%	1,18%
ROYAUME-UNI	0,40%	0,54%	2,04%
JAPON	0,02%	0,01%	0,82%

<i>Or et Devises</i>	Cours	Variation en pourcentage sur un mois	depuis le 01/01
LINGOT	40 120 €	0,02%	1,85%
NAPOLEON	244,90 €	0,78%	-3,54%
EURO / DOLLAR	\$ 1,3246	-0,82%	2,37%
EURO / LIVRE STERLING	£ 0,8144	-2,34%	-2,50%
EURO / 100 YENS	¥ 106,34	-2,94%	6,13%
EURO / FRANC SUISSE	CHF 1,2009	-0,30%	-1,21%

Chiffres clés de l'économie française

Données arrêtées au 30 avril 2012

BUDGET 2012	276,1 milliards d'euros (dt déficit = 78,8 mds)
PIB 2011	1 995,8 milliards d'euros
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL DU PIB	+ 0,20 % au 4ème trimestre 2011
PLAFOND DE LA SECURITE SOCIALE	3 031 euros par mois à compter du 01/01/2012
SMIC	9,22 euros à compter du 01/01/2012
INDICE DES PRIX	+ 2,30 % sur un an
INDICE DU COUT DE LA CONSTRUCTION	+ 5,45 % (variation de la moyenne sur un an)
INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX	+ 3,26 % sur un an
INDICE DE REFERENCE DES LOYERS	+ 2,24 % sur un an
TAUX DE CHOMAGE	9,40 % de la population active

2, Avenue de Flandre 59700 MARCQ-EN-BAROEUL - Tél : 03.20.72.07.71 - Fax : 03.20.65.29.04 - magellanconseil@wanadoo.fr

S.A.R.L. au capital de 40 000 €-R.C.S. Roubaix-Tourcoing B 392 608 311. Société de courtage d'assurance N° ORIAS 07 005 844.

Garantie financière et responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L 530.1 et L 530.2 du Code des assurances.

Transactions sur immeubles et fonds de commerce. Carte professionnelle N° 2032 T (préfecture de Lille)

Carte de démarchage financière N° 2050880203VB. Conseiller en Investissement Financier N° E001631-ANACOFI-CIF, association agréée par l'AMF.